

questions comme l'universalité soient écrites en noir sur blanc dans les ententes qu'il conclut. L'administration publique des soins médicaux est également consacrée dans ces ententes avec les provinces.

Gouverner le pays, c'est pour ainsi dire utiliser son pouvoir de dépenser, monsieur le Président. J'ai déjà proposé que nous exercions un peu plus de pression, dans certains cas, sur les provinces qui ne dépensaient pas les fonds consacrés aux soins de santé comme il le faudrait.

J'ai parlé plus tôt de la prévention. En effet, mieux vaut prévenir que guérir. Le meilleur moyen de prévention ne serait-il pas d'assurer l'accès aux soins de santé à tous les jeunes, surtout ceux qui fréquentent encore l'école?

En ce qui a trait à la promotion de la santé, mon collègue de Surrey a dû instaurer une surveillance des programmes de santé, parce que nous devons suivre de près ce que les ministériels faisaient de notre système de santé. Chaque jour, on nous rapporte ce qu'on fait de notre système de soins de santé dans les provinces: on le démonte petit à petit.

Ce n'est pas le genre de soins de santé que nous voulons dans ce pays. J'incite les députés d'en face à faire preuve de courage. Je sais qu'ils auront à le faire au cours du mandat de ce gouvernement lorsqu'ils devront se présenter à nouveau devant le peuple.

Aucune autre question n'intéresse autant les électeurs que les soins de santé. J'exhorte donc les députés d'en face à voter en faveur de notre amendement et de la motion principale.

**M. Sid Parker (Kootenay-Est):** Monsieur le Président, j'aurais quelques questions à poser à mon collègue de Prince George.

Il a parlé de confiance. Je crois que la question de confiance se pose au sujet des motivations du gouvernement dans le dossier des soins de santé. Lors des dernières élections, les ministériels ont parlé d'uniformisation des règles dans le cadre du libre-échange et le reste.

Ils ont dit à quel point les Américains étaient préoccupés par nos programmes sociaux et ont rappelé comment le gouvernement nous avait assuré que nos programmes sociaux ne seraient pas touchés. Pourtant, nous l'avons vu modifier la Loi sur l'assurance-chômage de manière à

abolir sa contribution à l'assurance-chômage et à instaurer les règles uniformes que les Américains réclamaient.

Nous avons vu la récupération des pensions de vieillesse, ce qui constitue une attaque contre les programmes sociaux.

Nous avons vu réduire les paiements de transfert aux provinces. Nous avons vu le gouvernement porter atteinte à la péréquation. Nous avons aussi entendu un ancien ministre du gouvernement conservateur parler d'un engagement pris lors des négociations de l'Accord de libre-échange de garder le dollar canadien à un niveau élevé. Si le député parle de confiance, je lui demande s'il n'est pas important de savoir que l'Accord de libre-échange peut aussi avoir des incidences sur les décisions que nous voyons le gouvernement prendre.

Je demande à mon collègue de Prince George—Bulkley Valley s'il n'y voit pas l'une des principales causes des compressions budgétaires imposées à nos programmes sociaux.

**M. Gardiner:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue, le député de Kootenay-Est, d'avoir soulevé quelques questions d'une grande importance. Je connais la tenacité dont il a fait preuve dans certains dossiers au sein du parti et du caucus et je sais qu'il a travaillé très fort dans sa circonscription sur des questions comme les soins de santé.

J'ai pris note de trois points qu'il a soulevés pendant son discours. Le premier a trait à la confiance. Il a absolument raison. Je suppose qu'on est arrivé au point où je me demande si on peut encore faire confiance au gouvernement. Cette question revient constamment dans les lettres que m'envoient mes électeurs à propos du gouvernement et, malheureusement, de tous les élus en général. Ce qui complique la tâche de ceux qui pensent qu'on peut faire les choses autrement. Certes, nous, les néo-démocrates, nous pensons qu'il existe une bien meilleure façon de gérer les affaires de l'État pour rendre le pays meilleur.

Certains de nos vis-à-vis conservateurs se sont énervés un peu lorsque mon collègue a fait allusion à un ancien membre de leur parti qui, pendant les discussions sur l'Accord de libre-échange, avait parlé d'une entente secrète entre les États-Unis et le Canada visant à créer des règles du jeu équitables en laissant le dollar canadien monter, etc.